



CE Fonctions Support

Réunion des 23 et 24 octobre 2013

Partager ce que nous en avons compris.

Evolution d'organisation aux Obligations Légales – technique, soit, mais aussi immobilière ...

Ces activités à caractère obligatoire et réglementaire sont encore à ce jour organiquement dissociées entre fixe et mobile (histoire, SI, processus ...), même si des pôles mixtes (Paris et Caen) existent, l'administration judiciaire est à l'origine de 90% des sollicitations. L'intérêt porté par la justice ou les autorités de sécurité aux communications d'une personne ne se limitant pas forcément à un seul canal et sachant que par ailleurs l'opérateur unifié que nous sommes devenus depuis juillet dernier commercialise des offres intégrées, un projet de coordination et de regroupement des activités ne manque pas d'arguments au plan logique au premier abord. Cependant le projet présenté s'avère être aussi, au nom du schéma « Direction Nationale Métier / Direction Orange », une facétieuse manœuvre de transfert de 46 personnes de l'effectif Fonctions Support vers celui de la DO Ile de France (et probablement au passage du domaine « support » au domaine « client » en terme d'affectation, remarquable contribution à l'orthodoxie ambiante qui mérite récompense !), et surtout une très opportune libération de bâtiment dont le bail est à échéance de mi 2014, entraînant pour 64 personnes un lieu de travail déplacé de Montrouge à Paris-St Michel ... tout de même !

A ce stade rien n'est présenté sur les « capacités » du futur site, hors pour 4 porteurs de mandats IRP qui auront le choix de conserver soit leur activité soit leur mandat (on ne sait pas où ...), rien n'est dit à propos des salariés qui ne pourraient ou ne voudraient pas suivre ce mouvement ni sur d'éventuelles mesures d'accompagnement. A suivre de près.

Comptes du CE au 30/09 – Excédents et déficits peu significatifs

Au 30/09 le fonctionnement ressort excédentaire de 13,5 K€ (pour 427 K€ de subvention) pour rappel le budget annuel avait été voté avec un déficit de 101 K€. A noter qu'aucun poste ne connaît de franchissement du pourcentage « théorique » de consommation de sa ligne budgétaire à date (75%), sauf les frais de « maintenance, entretien », 10 K€/ 6K€ sur l'année.

Concernant les ASC, toujours au 30/09, ressort un excédent provisoire de 790 K€ absolument non significatif compte tenu de la saisonnalité des prestations, notamment de fin d'année. On note cependant une très nette sous consommation des budgets affectés au « pack » sport/passion/culture ainsi que sur la billetterie ... la CFE/CGC et quelques autres ne voulaient pas de prestations compartimentées à budget étanches, nous savions pourquoi !

ASC – chèques cadeaux de fin d'année votés ainsi qu'une rallonge billetterie, profitez-en !

Après de longs débats commencés en commission ASC, repris en préparatoire du CE, poursuivis en séance plénière ... le montant des chèques cadeaux « adultes » de fin d'année a été voté à 140 € par 8 voix, la proposition à 120 € de CFDT et SUD n'ayant recueilli que les 7 voix de ces deux organisations syndicales, l'écart entre les deux propositions découle de positions opposées sur une politique de génération du reliquat (structurellement produite par la segmentation des packs ...)

Une réévaluation de 50 € de la prestation annuelle de billetterie, portée de 90 € à 140 €, a également été votée, celle-ci à l'unanimité, tant mieux, mais allez comprendre certaines contradictions ...

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-orange.org>

Vos correspondants CFE-CGC :

Frédéric ANDREANI - Marc ARNOLD - Patrick BRIVOT – Philippe CASTANDET – Serge CLEMENT – Laurence DALBOUSSIERE
Dominique De SPIRT - Jean-Marc DARTAGNAN - José DIAS - Dominique DUBRAY - Paul FABRE - Laure FALEMPIN
Antoine GALIA - Patricia GARCIA – Yvon HENRY – Véronique LEFORTIER – Nicole MERI
Monique MANGIONI – Jean-Claude MINET – Pascal PEREZ – Virginie POUCHAIN – Pierre REGNIER – Catherine REYDY
Patrick ROGER – Philippe SUDRE – Christian TRUONG NGOC

Fichier des ayants droits du CE – La direction toujours immobile

La résolution ci-dessous a été votée à 8 voix pour, dont celles de la **CFE-CGC**, et 7 abstentions, sans qu'une date soit pour autant communiquée par la direction ...

« A ce jour le groupe de travail a été empêché d'obtenir des résultats notamment de la part de la Direction, cette dernière n'ayant pas fourni le fichier salariés 2012 (Fourni au CCUES au 01/01/2013) alors même qu'une résolution adoptée par une majorité d'élus au CE de mai 2013 l'avait demandé avec une échéance au 30 juin 2013 au plus tard. Les élus des Fonctions Support constatent l'impossibilité pour le Groupe de Travail d'émettre une solution permettant au CE d'avoir un fichier des salariés bénéficiaires des prestations correspondant au nombre de salariés de la dotation perçue. De ce fait, les Elus par cette résolution demandent à la Direction de s'engager ce jour, sur la date de remise de ce fichier transmis au CCUES le 01/01/2013. »

Evolution organisation DSPF – Dossier amélioré, mais sans GPEC ... où va-t-on vraiment ?

L'essence du projet est une séparation très nette entre les activités de production et les autres (processus, expertise, MOA, SI ...) avec un effet secondaire d'accroissement du nombre de départements/services qui interpelle au plan de la coordination ... Le tout sans changement de lieux de travail et à effectif constant, en tout cas au moment où cette réorganisation sera effectuée ... Car l'aspect majeur de la pyramide des âges de l'entité, sur lequel la **CFE-CGC** a questionné la direction et tout particulièrement des centres de production n'est pas traité. Nous n'avons rien appris de concret sur la façon dont la direction entend faire face aux très nombreuses fins de carrière qui se profilent, tout au plus un peu de discours sur la méthode « GPEC par métier plutôt que par organisation ». « GPEC et micro GPEC spécifique aux CSRH du fait de leur pyramide des âges », « la valorisation des salariés sera en un enjeu majeur »... et la promesse d'un dossier précis sur ce thème en 2014.

Au registre des promesses on retiendra aussi celle de ne fermer aucun site CSRH jusqu'en 2018 et la conservation d'une activité dans le domaine RH pour tous les salariés qui seront encore présents ainsi que la garantie d'un accompagnement dans l'évolution de leur compétence. C'est au moins aussi inquiétant que rassurant, car l'évolution vers des structures de production pure dont on sait qu'elles vont se vider en bonne partie de leurs effectifs conduit facilement à l'idée d'externalisation, et effectivement le moins que l'on puisse attendre dans cette hypothèse c'est que celles et ceux qui seront encore là soient correctement traités !

A noter, il a été dit qu'il n'y aurait pas de nouvelle version de H@rp au mieux avant fin 2016

DSPF – point sur plan d'action du CSRH de Lannion et information sur celui de Rouen

Un récapitulatif des nombreuses et diverses actions réalisées concernant le CSRH de Lannion a été présenté, consistant et concret, tous les registres sont abordés, y compris la réparation d'une fuite d'eau ... qui n'était sans doute pas au programme ! Pour rappel le plan d'action vise à faciliter la réintégration des collègues précédemment détachés dans leur nouvelle activité et environnement de travail, à noter également qu'une prime unitaire de 850 € a été versée à tous les salariés.

Le CSRH de Rouen verra son activité évoluer du fait de la fusion Orange France SA et France Télécom de juillet dernier. La paie des salariés Orange France SA sur l'outil dédié exploité cessera dès l'issue de la mise en œuvre de l'accord de substitution, la gestion de la paie des salariés ex Orange France SA sera alors réalisée sous Harp et leur répartition insérée dans l'organisation existante des portefeuilles de chaque CSRH. La direction annonce son intention d'attribuer en substitution une activité de « portefeuille » à priori correspondant au périmètre d'une DO, et a présenté les grandes lignes de cette évolution et de l'accompagnement en sollicitant une certaine souplesse en regard des obligations vis-à-vis des IRP du fait de la double incertitude existant tant sur la date de signature de l'accord de substitution OF SA que sur celle de la fin de son application.

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-orange.org>

Vos correspondants CFE-CGC :

Frédéric ANDREANI - Marc ARNOLD - Patrick BRIVOT – Philippe CASTANDET – Serge CLEMENT – Laurence DALBOUSSIERE
Dominique De SPIRT - Jean-Marc DARTAGNAN - José DIAS - Dominique DUBRAY - Paul FABRE - Laure FALEMPIN
Antoine GALIA - Patricia GARCIA – Yvon HENRY – Véronique LEFORTIER – Nicole MERI
Monique MANGIONI – Jean-Claude MINET – Pascal PEREZ – Virginie POUCHAIN – Pierre REGNIER – Catherine REYDY
Patrick ROGER – Philippe SUDRE – Christian TRUONG NGOC

Evolutions d'organisation à la Division Innovation Marketing et Technologie – à priori du sens

Deux dossiers sont présentés, l'un concerne un transfert de salariés « Sales and Orange Care (Europe) » vers la direction Qualité Expérience Client Ventes, l'autre depuis la « LOB Home et Convergence » vers la direction de la Stratégie Groupe. Ces deux dossiers peu accessibles à l'écrit pour des non spécialistes des domaines concernés ont été explicités en séance et semblent répondre à une démarche logique de concentration d'experts pour une mutualisation au profit du groupe en lui-même tout comme des entités qui le constituent. Ceci induit en soi une zone de déplacements pour mission élargie au monde entier alors qu'aucun des deux dossiers n'annonce de changements significatifs sur les lieux, conditions et collectifs de travail et les salariés concernés continueront à exercer leur métier actuel, à noter un cadre qui perd une position de management. L'impact sur le périmètre social de Fonctions Support est presque neutre, le premier transfert fait sortir 11 salariés du périmètre et le second génère 14 entrées. Pas de commentaires particuliers en l'état de ces dossiers qui ont été présentés en information avec l'annonce de protocoles IRP traditionnels, les consultations suivront donc.

DSG/GSO - une sorte de remembrement ... mais à noter : une entité qui comble les départs !

Les axes majeurs du projet présenté sont la dissociation des activités opérationnelles des activités d'expertise, un renforcement de l'organisation projet et l'unicité de gestion du site Arcueil (Lénine + Orange Village), le tout annoncé sans suppression de postes, avec quelques changements de rattachements managériaux mais sans changement de métier ni de lieu de travail, et résultant à priori d'une démarche participative sous formes d'ateliers au printemps dernier. Un plan d'action correspondant doit être présenté au CHSCT, nous y serons attentifs. A noter qu'au cours de l'échange sur ce projet il a été affirmé par la direction que l'entité GSO procédait au remplacement des départs de fin de carrière, cette exception au sein des Fonctions Support mérite d'être remarquée alors qu'un peu partout le dépeuplement progressif des équipes fait poindre des problèmes de surcharges de travail que la direction élude quand elle ne feint pas de les ignorer.

Rapport Emploi T1 & T2 2013 – La baisse continue, encore et encore, et c'est que le début...

Pas de surprise hélas, sur Fonctions Support de 3801 salariés actifs en CDI (AFO + ACO) à fin décembre 2012, nous étions 3793 à fin mars 2013 et 3769 à fin juin ... on remarque cependant que sur la même période le nombre de CDD est passé de 117 à 141 dont $\frac{3}{4}$ au motif d'accroissement temporaire de l'activité (!) mais on remarque surtout qu'aux bornes externes de la division il y a eu 62 départs pour 2 recrutements, édifiant non ? Le nombre d'alternants est à peu près stable, passé de 215 à 209, le nombre de stagiaires a par contre plus que doublé, passant de 37 à 88, cette hausse est même supérieure à la baisse de l'effectif CDI actif, doit-on cependant s'en réjouir ?

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-orange.org>

Vos correspondants CFE-CGC :

Frédéric ANDREANI - Marc ARNOLD - Patrick BRIVOT – Philippe CASTANDET – Serge CLEMENT – Laurence DALBOUSSIERE
Dominique De SPIRT - Jean-Marc DARTAGNAN - José DIAS - Dominique DUBRAY - Paul FABRE - Laure FALEMPIN
Antoine GALIA - Patricia GARCIA – Yvon HENRY – Véronique LEFORTIER – Nicole MERI
Monique MANGIONI – Jean-Claude MINET – Pascal PEREZ – Virginie POUCHAIN – Pierre REGNIER – Catherine REYDY
Patrick ROGER – Philippe SUDRE – Christian TRUONG NGOC